LE COURRIER

éditorial

PHILIPPE BACH

CYCLE DE LA SEYMAZ: LES RAISONS D'UNE FERMETURE

6

Depuis presque deux semaines, le torchon brûle au bout du lac. Les rumeurs, suivies d'une annonce ferme des autorités genevoises d'une série de rocades scolaires – transferts du collège de Candolle dans les locaux du cycle d'orientation de la Seymaz pour céder sa place à une Ecole de culture générale –, butent sur la résistance des élèves, des enseignants et des parents.

De fait, pédagogiquement, leur colère est compréhensible. Une école, c'est d'abord une alchimie subtile, pas un alignement de pupitres ou de salles de classe. Et les élèves ne sont pas des pions que l'on pousse d'un bout à l'autre d'une carte scolaire, selon des priorités uniquement budgétaires.

Reste que, au-delà de la légitime résistance, d'autres questionnements sont aussi légitimes et nécessaires. L'Ecole de culture générale est victime de son succès. Ses locaux ont des taux d'occupation pouvant aller jusqu'à 120%. Ces élèves ont droit aux mêmes égards et à la même sollicitude que les collégiens de Candolle ou de la Seymaz. La défense des acquis peut aussi dériver vers un discours élitaire.

Deuxième chausse-trape dans laquelle tombent trop vite certains des défenseurs acharnés du statu quo: celui d'une culture politique un peu lacunaire. Sur les réseaux sociaux, l'invective politicienne est prompte. Or, une fois que l'on a cité Victor Hugo «Qui ouvre une porte d'école, ferme une prison», tout reste à dire sur les causes de cette crise.

En l'occurrence, le problème le plus fondamental est bien qu'Anne Emery-Torracinta en est réduite à gérer la pénurie le moins mal possible. Ce manque de bâtiments a une cause: Genève a pris du retard en matière d'infrastructures. Et ce déficit est la conséquence d'une politique voulue et mise en œuvre avec l'assentiment d'une majorité de la population. Oui, la démagogie du moins d'impôt a des conséquences. Genève n'a pas pu se doter de certaines infrastructures indispensables.

Au parlement cantonal, ils sont encore nombreux les députés acquis à l'austérité budgétaire à clamer que la cité de Calvin serait le canton où le coût par élève est le plus élevé de Suisse, alors qu'il se situe dans la moyenne nationale.

Ceux qui en paient le prix sont les élèves. Au niveau du cadre qui leur est offert – on ne nous fera pas croire que bourrer les cycles n'a aucun effet pédagogique – et dans la qualité de l'enseignement qui leur est fourni – et l'on comprend bien ce que la décision annoncée mercredi peut avoir de déstabilisant sur les équipes pédagogiques.

L'école n'est pas une marchandise, et pourtant c'est bien cette politique antisociale réduisant le savoir à quelques chiffres qui est mise en œuvre. Jeudi, le parlement cantonal a encore exigé une formation moindre des futurs instituteurs au nom de l'efficience! Quand les effets de la débâcle néolibérale se font sentir, il est souvent trop tard pour redresser rapidement la barre.